

Guerre commerciale Chine / Etats-Unis : et les gagnants sur le marché de l'emploi sont... difficiles à trouver (pas les perdants en revanche...)



Selon une étude menée par des économistes et dévoilée par VoxEU, la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis a fortement impacté l'économie et le marché de l'emploi des deux pays. Quelle nation a été la moins perdante dans cette bataille protectionniste ?

Avec Jean-Marc Siroën

Atlantico : La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine a eu des conséquences nettes sur l'économie des deux pays [selon l'étude du VoxEU](#) . Comment cela a-t-il affecté l'emploi au sein des deux puissances ?

Jean-Marc Siroën : Entre 2018 et 2019, les droits de douane américains moyens imposés par les États-Unis à la Chine sont passés de 4 % à 24 %. En représailles, la Chine a fait passer les siens de 10 % à 25 %. Il s'agit donc bien d'une « guerre » en ce sens que l'offensive des États-

Unis a amené des ripostes de la part de la Chine (mais aussi, dans une moindre mesure, des autres pays soumis à la hausse des droits américains).

En se fondant sur une base de données chinoise recensant les offres d'emploi, [l'étude de VoxEU montre que les entreprises confrontées à la hausse des droits de douane](#) américains ont créé moins d'emplois que les autres avec néanmoins quelques nuances en fonction de leur taille ou de leur forme de propriété (firmes privées, publiques ou étrangères). Les salaires proposés ont été plus faibles et le niveau d'éducation recherché moins élevé, sans doute parce que le niveau de qualification est meilleur dans les secteurs les plus touchés par la hausse des droits américains. D'autres études ont relevé des effets assez similaires aux États-Unis. Dans les deux cas, les effets négatifs sur l'emploi dans les secteurs exportateurs ne sont vraisemblablement pas compensés par des effets positifs sur les secteurs importateurs qui, aux États-Unis, avaient auparavant souffert des importations chinoises.

Qu'est-ce qui peut expliquer que la guerre commerciale ait relativement nuï à l'emploi dans les deux pays ?

L'idée selon laquelle le protectionnisme « sauve » des emplois est populaire. En important moins, on produirait davantage chez soi et on créerait des emplois, quitte à payer plus cher les produits locaux ce qui, après tout, vaudrait mieux que le chômage (pourtant quasi inexistant aux États-Unis en 2018 !) C'est évidemment oublier que si les autres pays ripostent, comme l'a fait la Chine, les exportations et les emplois qui leur sont liés chutent aussi. Ainsi à partir de 2018 le commerce entre la Chine et les États-Unis s'est effondré. Si les États-Unis ont moins importé de Chine, ils ont aussi moins exporté vers ce pays.

Le protectionnisme oblige l'économie à réallouer l'emploi perdu dans le secteur exportateur vers le secteur importateur. Ces reconversions exigent une grande flexibilité de l'emploi qui n'existe nulle part. La « relocalisation » a besoin de temps pour se réaliser alors que la compression d'emploi dans les secteurs exportateurs touchés est quasi immédiate. De fait, les gagnants de la période passée de la mondialisation risquent de « perdre » sans que les perdants de la concurrence avec la Chine ne « gagnent ».

Les droits de douane n'atteignent pas seulement les produits de consommation. Les exportateurs vont devoir payer plus cher les biens intermédiaires qu'ils achètent à l'étranger et donc perdre en compétitivité ce qui pèsera de nouveau sur les exportations y compris vers les pays qui ne sont pas concernés par la guerre commerciale.

Des deux nations, laquelle a été la moins perdante dans la bataille protectionniste ? Quelle est la raison de cet échec dans le cadre d'une politique interventionniste qui voudrait sauvegarder son emploi ?

Une guerre, même commerciale, se traduit toujours par une perte immédiate qui ne se justifie que par l'espérance de gains futurs... pour le gagnant. Dans cette guerre commerciale sino-américaine tout le monde est pour l'instant perdant même si ces pertes sont finalement assez modestes. Bien malin est celui qui pourrait désigner celui qui perd le moins. Non seulement, la

guerre n'est pas terminée et peut-être même n'en est-elle qu'à ses débuts – la politique Biden à l'égard de la Chine n'est pas très différente de la politique Trump - et, de plus, ses effets sont d'autant plus difficiles à évaluer qu'ils se confondent avec ceux d'une autre guerre bien plus virulente encore, celle contre la Covid.

L'internationalisation de la chaîne de valeur qui s'est accélérée ces quarante dernières années, a rendu plus opaques les processus de production. Personne ne sait dire aujourd'hui d'où vient la valeur ajoutée d'une automobile. Cette production émietlée a sans doute été trop loin et sera révisée mais, en attendant, elle crée de fortes interdépendances entre les pays. La Chine peut embêter les États-Unis sur les terres rares utilisées dans l'industrie numérique, mais les États-Unis peuvent causer des problèmes à la Chine avec ses microprocesseurs (ils l'ont déjà fait). De ce point de vue, les droits de douane comme instruments de guerre commerciale paraissent aussi désuets que la guerre de tranchée.

Les résultats d'une politique doivent être appréciés par rapport à ses objectifs.

La guerre commerciale menée par les États-Unis est-elle seulement commerciale avec pour seul objectif de reconquérir les emplois « volés » par la Chine ou n'est-elle qu'un instrument au service d'une politique aux finalités bien plus larges : la place de l'ancienne hégémonie au sommet du monde que lui conteste la Chine ?

Si on est optimiste on dira que, puisque chaque grande puissance a les moyens de causer des dommages à l'autre, une sorte d'équilibre de la terreur pourrait s'installer selon la formule célèbre de Raymond Aron « paix impossible, guerre improbable ». Mais si on est pessimiste, on pourrait craindre la perpétuation, voire l'aggravation de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine (avec ses effets collatéraux sur d'autres pays et tout particulièrement l'Union européenne) même si c'est au détriment de l'économie et de l'emploi.